

Le complot qui a fait basculer le Rwanda

L'attentat contre l'avion dans lequel se trouvaient, le 6 avril 1994, le président du Rwanda Juvenal Habyarimana et son collègue burundais Cyprien Ntaryiramira est généralement présenté comme l'élément déclencheur d'une tragédie : le génocide des Tutsi du Rwanda, qui fit entre 800 000 et un million de morts. Les massacres de Hutu appartenant à l'opposition politique et de Tutsi, éliminés du seul fait de leur ethnie, ont été présentés au départ comme le résultat d'une « colère » populaire et spontanée. En réalité, il s'agissait d'un complot minutieusement orchestré et qui n'a pas encore livré tous ses secrets.

Par Colette Braeckman
Journaliste

Lorsque, le 6 avril 1994 à 20 heures 30, deux missiles tirés à très basse altitude atteignirent l'avion du président Habyarimana qui était en phase d'atterrissage et le transformèrent en une boule de feu, l'histoire du Rwanda bascula. Mais les événements qui suivirent, loin d'être spontanés, avaient le caractère inéluctable d'une tragédie grecque : alors que les militaires belges qui se trouvaient à l'aéroport étaient empêchés de s'approcher de l'épave de l'avion, qui brûlait au bord même de la piscine au centre du jardin présidentiel, des barrières se mettaient en place aux principaux carrefours. Des miliciens Interhahamwe, inspectant les cartes d'identité, éliminaient d'office tous ceux que le document officiel désignait comme des Tutsi.

Méthodiquement, des tueurs se chargeaient d'assassiner tous les hommes politiques qui auraient pu incarner une

relève légale, le président du Parlement, le président du Conseil constitutionnel et surtout Agathe Uwilingyimana, une Hutue de Butare issue de l'opposition : alors qu'elle se préparait à se rendre à la radio pour tenter de calmer les esprits, des miliciens enragés s'emparèrent d'elle, la traînèrent hors de sa maison, la violèrent et abandonnèrent son corps dans une demeure voisine.

Tueurs en liberté

Lorsque les tueurs mesurèrent l'impuissance de la mission des Nations unies pour le Rwanda, plus rien ne les arrêta : la ville se couvrit de barrages, les Tutsi furent dénoncés et recherchés de maison en maison. Alors que les quelques rares journalistes présents parlaient encore de « chaos », on vit les benches de la voirie municipale entrer en action et ramasser systématiquement les cadavres pour les empiler dans un



fossé devant l'hôpital. Dénonçant l'assassinat du chef de l'État, accusant les Belges d'être les complices du Front patriotique rwandais et les protecteurs des Tutsi, la radio des Mille Collines moulinait la haine et galvanisait les porteurs de machettes...

Bien plus tard, la propagande, la réécriture de l'histoire devaient parler de colère « spontanée », d'un mélange d'hystérie et de peur qui mena les citoyens, guidés par les miliciens extrémistes, à massacrer leurs compatriotes jusqu'à entraîner, en cent jours, la mort de près d'un million de Tutsi et de Hutu de l'opposition.

Cependant, pour qui se trouvait à Kigali à cette époque, la mort d'Habyarimana ne représentait pas une surprise. Depuis des semaines, la rumeur de son assassinat probable courait dans la ville : les proches du président lui reprochaient d'avoir perdu le contrôle

de la situation, d'avoir fini par céder aux pressions internationales qui exigeaient l'application des accords de paix signés à Arusha en août 1993, de consentir à faire entrer le FPR dans le gouvernement et surtout dans l'armée où, à l'avenir, les postes de commandement devraient être partagés pour moitié entre ex-rebelles et ex-gouvernementaux.

Lorsque son avion fut abattu, le président, en compagnie de son collègue burundais Ntaryiramira, rentrait de Tanzanie où il s'était engagé, dès son retour à Kigali, à prononcer un discours que les durs du régime considéraient comme une reddition.

Les durs du régime refusaient le compromis

Les durs ? Ils étaient nombreux dans l'entourage du vieux chef : ses beaux frères, qui faisaient bloc autour de son

épouse Agathe, considérée comme le véritable chef de la famille, les officiers supérieurs que l'arrivée prochaine du FPR allait pousser vers la retraite définitive, avec parmi eux le colonel Bagosora, les chefs politiques des ailes «Hutu Power» (extrémistes hutus) qui s'étaient constituées au sein de chaque parti et avaient chacun recruté leurs miliciens, les Interahamwe ou les Impunganzumbi (ceux qui combattent ensemble). Depuis la signature des accords d'Arusha, invoquant la liberté de la presse, les extrémistes s'étaient dotés d'une radio privée, la RTL, qui distillait la haine à l'encontre des Tutsi et la méfiance à l'égard des Belges. Au fil des mois, un million de machettes avaient été distribuées, les achats d'armes (à l'Égypte, grâce à des crédits français) avaient fait exploser le budget de la Défense, les listes des suspects, des politiciens à abattre en premier lieu avaient été dressées.

Selon toute vraisemblance, c'est bien par les siens que le président Habyarimana a été tué.

La disparition du président répondait à un double objectif : ouvrir le pouvoir à une équipe plus radicale, dirigée par le colonel Bagosora et qui allait être incarnée officiellement par le «gouvernement intérimaire» et aussi créer l'alchimie –ce mélange de haine, de peur, d'obéissance aux ordres, de convoitises matérielles– qui allait permettre d'as-

socier toute la population hutue à l'entreprise d'extermination des Tutsi.

Vingt années de polémique

Durant vingt ans, la polémique sur les auteurs du tir fatal contre l'avion présidentiel a défrayé la chronique. À l'époque, tous les témoins qui se trouvaient près de la colline de Kanombe, d'où furent tirés des missiles, s'accordaient pour attribuer l'attentat à des extrémistes hutus, désireux d'éliminer un président devenu trop faible. Nombreux étaient ceux qui assuraient que des «Blancs» tireurs d'élite ou spécialistes en communications, se trouvaient dans la petite équipe basée dans l'enceinte même du camp présidentiel, où seuls les Français pouvaient se mouvoir à l'aise. Alors que le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière, mandaté par les familles et se dispensant de toute enquête sur le terrain, émit neuf mandats d'arrêt à l'encontre de dirigeants du FPR, les accusant d'être les auteurs de l'attentat, son successeur, le juge Marc Trevidic, pulvérisa cette hypothèse par un constat tout simple, très matériel : il démontra à l'aide d'expertises sur le son et de relevés de terrain, que le tir était parti de l'enceinte du camp de la garde présidentielle, une imprenable forteresse du Hutu power... Selon toute vraisemblance, c'est bien par les siens que le président Habyarimana a été tué, même si l'on ignore toujours l'identité et la nationalité des tireurs d'élite. †

L'Église catholique au cœur du génocide rwandais

Il y a vingt ans, près d'un million d'êtres humains –Tutsi pour la grande majorité– étaient exterminés entre le mois d'avril et le mois de juin 1994. Le génocide auquel nous avons assisté fut en réalité minutieusement programmé et systématiquement organisé. Les responsables politiques de la France et de la Belgique (comme de la Suisse et de l'ONU) portent une lourde responsabilité dans cette tragédie sans nom. Mais aussi l'Église !

Par Christian Terras
Directeur des éditions Golias

À l'heure où certains «désinformateurs» professionnels jouent encore et toujours la fameuse thèse du «double génocide», il importe de dénoncer non seulement la raison d'État mais aussi la raison d'Église à l'œuvre dans la mécanique génocidaire rwandaise. En effet, l'Église catholique et des missionnaires –en particulier les Pères blancs en étroite liaison avec l'Internationale démocrate chrétienne (IDC)– étaient au courant des préparatifs du génocide. Cinquante après la Shoah, ils savaient. Or, ils se sont tus.

Pères pas tout blancs

Au moment du cataclysme, nombre d'entre eux ont même rapidement fait leurs bagages et sont rentrés chez eux en Europe, en abandonnant leur petit peuple de fidèles

entre les dents des loups qui les broyaient dans les chapelles et les églises. La plupart de ces religieux missionnaires n'ont rien fait pour arrêter ce crime contre l'humanité. Pis, certains ont soustrait à la justice et «exfiltré», par des filières caritatives notamment, des responsables génocidaires proches de l'entourage du président Habyarimana, ainsi que du personnel de l'Église catholique coupable de génocide (les abbés Rukundo et Seromba en particulier, condamnés par le TPIR d'Arusha et les deux religieuses sœurs Gertrude et Kizito condamnées, elles, par la justice belge).

Pourquoi une telle posture de la part des grands serviteurs de l'Église missionnaire en Afrique ? Le Rwanda, au début du XIX^e siècle, apparaît comme un champ privilégié pour